



Taux actuels de démalnutrition : 14.1% retard de croissance : 48.5% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 37.5%

Source: Gouvernement nigérien (SMART, 2018)

### Bons résultats

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (10.1 % des dépenses publiques en 2018) correspondent aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Niger : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Plan de Développement Economique et Social) accorde une grande importance à la nutrition.
- Niger : ce pays a créé une ligne budgétaire distincte pour la nutrition, rendant possible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Niger : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Niger : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation et du droit à la sécurité sociale est bon.

### Points à améliorer

- Niger : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (9.7% des dépenses publiques en 2017) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Niger : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques qu'aux hommes. Hommes et femmes jouissent des mêmes droits d'accès à la propriété des terres agricoles, mais la loi n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Niger : les décideurs ne disposent pas d'enquêtes régulières sur la nutrition qui soient statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2012.
- Niger : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 64 % des enfants en 2018.
- Niger : le faible accès à des sources d'eau potable améliorées (65.2% en 2017) et à des installations sanitaires améliorées (13.6% en 2017) empêche l'obtention de résultats positifs en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Niger : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.
- Le taux d'enregistrement des naissances (63.9% en 2012) est faible, freinant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.

**Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales <sup>1</sup>	2.16%	2018	7e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales <sup>2</sup>	9.7%	2017	9e
<b>Politiques</b>			
Accès à la terre (sécurité foncière) <sup>3</sup>	Moyen	2019	18e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles <sup>3</sup>	Moyen	2019	26e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	63.9%	2012	27e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale <sup>3</sup>	Médiocre	2018	26e ex aequo
<b>Lois</b>			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation <sup>3</sup>	Bon	2019	1er ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) <sup>4</sup>	Dans la loi, pas dans la pratique	2019	3e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques <sup>4</sup>	Pas dans la loi	2019	16e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2016	1er ex aequo

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● <75% des engagements de l'UA énoncés dans la Déclaration de Maputo ● >=75 % and <100% ● >=100%

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● <75% des engagements de l'UA énoncés dans la Déclaration d'Abuja ● >=75 % and <100% ● >=100%

<sup>3</sup> Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

<sup>4</sup> Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

**Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Oui	2019	1er ex aequo
<b>Politiques</b>			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	64%	2018	24e ex aequo
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2016	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	65.2%	2017	43e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	13.6%	2017	43e
Visites médicales pour les femmes enceintes	82.8%	2012	34e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement <sup>1</sup>	Grande	2017-2021	2e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Non	2012	39e ex aequo
<b>Lois</b>			
Consécration du CICS <sup>^</sup> dans le droit interne <sup>2</sup>	Faiblement consacre dans le droit	2019	34e ex aequo

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré

<sup>^</sup> Code international de commercialisation des substituts du lait maternel